

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21431 - 79ÈME ANNÉE

Comment expliquer une telle dépendance aux événements lointains ?

La crise du Canal de Suez rappelle l'urgence de réformer l'économie de La Réunion



La hausse du coût du transport des marchandises importées à La Réunion découle de l'extension de la guerre en Palestine dans la Mer Rouge et ses environs. Cette augmentation sera payée par le consommateur, alors que le coût de la vie à La Réunion est déjà excessivement élevé.

Une telle alerte peut être l'occasion d'enfin réfléchir collectivement à une réforme du système économique à La Réunion. Rappelons que les mouvements sociaux capables de rassembler

des dizaines de milliers de personnes à La Réunion trouvent leur origine dans la hausse des prix. Paris pourra-t-il encore longtemps acheter la paix sociale ou alors le choix d'accompagner La Réunion sur le chemin du développement sera-t-il enfin à l'ordre du jour ?

Depuis la fin de la pandémie de COVID-19, La Réunion est touchée par les conséquences de guerres se déroulant à plusieurs milliers de kilomètres, sur d'autres continents : Ukraine et Pa-

leste. Le déclenchement de la guerre en Ukraine a vu une montée en flèche du prix des intrants. Des importations sont nécessaires à la production locale, notamment dans l'agriculture. Malgré l'implication de l'État dans la Convention canne, les gains obtenus par les planteurs de canne à sucre sont absorbés par la hausse des prix. Avec une agriculture organisée autour de la canne à sucre, ces augmentations compromettent l'objectif d'autonomie alimentaire car les prix des importations restent moins élevés que ceux de la production locale.

Avec l'extension de la guerre coloniale menée en Palestine à la Mer Rouge et ses environs, ce sont le préfet et le patronat qui mettent en garde contre de nouvelles augmentations qui ne manqueront pas de survenir.

Compte tenu de la puissance militaire d'Israël qui dispose de la bombe atomique, et de ses dirigeants partisans de la colonisation de la Palestine, la guerre dure déjà depuis plus de 70 ans. Elle a franchi un nouveau cap dans l'horreur avec les bombardements massifs de Gaza qui ont tué plus de 20 000 personnes en deux mois, majoritairement des femmes et des enfants.

Plus de 70 % des importations de La Réunion concernées

Ce fait plaide pour une réorganisation en profondeur de l'économie de La Réunion. Depuis sa colonisation par la Compagnie des Indes, la production de notre île vise d'abord à satisfaire les besoins d'un lointain pays situé en Europe. Le développement de La Réunion n'est pas la priorité, c'est ce montre le bilan de la colonisation et de l'intégration à la France sous forme de département depuis plus de 75 ans. Par conséquent, les échanges commerciaux de La Réunion se font essentiellement avec l'ancienne métropole et ses voisins : plus de 70 % des importations viennent d'Europe et passent par la Mer Rouge. Des compagnies maritimes ont alors décidé de ne plus passer par le Canal de Suez ce qui allonge d'une semaine la durée du voyage entre l'Europe et La Réunion. Le prix du

transport sera répercuté sur le consommateur à moins que des intermédiaires décident de baisser leur marge. Cette hausse du prix du transport ne devrait pas excéder 10 % puisque les navires n'auront plus à payer le péage du Canal de Suez. Quand bien même il n'y aurait aucun abus, ceci reste malgré tout bien difficile pour une population qui subit déjà un coût de la vie bien plus élevé qu'en France, alors que SMIC, retraites, minima sociaux sont fixés selon la réalité des prix en France.

Paris a besoin de la paix sociale

C'est donc une bien mauvaise nouvelle qui impactera le début de l'année 2024, avec des effets qui pourraient se prolonger. Or, ce sont les hausses de prix qui sont dorénavant les déclencheurs de mouvements sociaux pouvant impliquer des dizaines de milliers de personnes à La Réunion.

Pour sa part, Paris a comme objectif principal de maintenir la paix sociale à La Réunion. Notre île constitue en effet pour Paris une pièce essentielle dans son dispositif : c'est la seule terre administrée par la France dans l'océan Indien et l'océan Pacifique où sa souveraineté n'est pas contestée, à la différence de Mayotte, de la Kanaky Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie.

Mais le maintien d'un système économique hérité de l'exclusive coloniale montre bien toutes ses limites : La Réunion est très vulnérable aux événements se déroulant à l'autre bout de la planète.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Une solution africaine à un problème réunionnais

Rwanda : 15700 euros le logement social HQE

Un article paru dans « Forbes Africa » illustre une réponse africaine à deux crises : celle du logement et celle du climat. Des constructions durables et abordables sont prévues pour les pauvres. Grâce au soutien de la Banque de développement du Rwanda et de la Banque mondiale, le prix de ces logements HQE sera de 15700 euros. C'est bien loin des tarifs pratiqués à La Réunion à prestation équivalente. Pourquoi alors ne pas organiser des missions pour comprendre comment le Rwanda fait pour produire des logements sociaux HQE en location-vente à 15700 euros.

Voici un extrait d'un article paru dans « Forbes Africa » sur un sujet qui a été abordé à la COP28 : le logement. Pour « Forbes Africa », le Rwanda « donne l'exemple » :

Face aux défis de l'urbanisation rapide, de la rareté des terres et d'une population croissante, l'Afrique peine à répondre à la demande en logements abordables. Bien que très importantes d'un point de vue culturel, les méthodes traditionnelles de construction sont rarement rentables et peu évolutives. De plus, les contraintes liées à un développement durable et respectueux de l'environnement ajoutent une complexité supplémentaire à cette profonde crise du logement.

Pourtant, un pays se démarque par sa capacité à surmonter ces obstacles et à engranger des succès : c'est le Rwanda, que d'aucuns qualifient de "pilier de l'écologie" sur le continent. À l'occasion de la COP 28, le projet "Bwiza Riverside", construit dans le secteur de Nyamirambo, à l'ouest de la capitale, a ainsi fait parler de lui.

Fruit d'une collaboration entre le gouvernement rwandais et le groupe ADHI Corporate, il illustre en effet l'engagement des autorités envers des pratiques de construction durables et abordables. Après une première phase de 256 logements à ossature d'acier, réalisée en moins d'un an, le projet vise maintenant 2 000 nouveaux logements, toujours à ossature métallique et déclinés selon six modèles. Destinés en priorité aux personnes à revenus modestes, voire moyens, ils seront proposés à partir de 17 000 dollars (environ 15 700 euros), un prix rendu possible grâce à un programme hypothécaire de la Banque de développement du Rwanda et un partenariat public-privé (PPP) financé en partie par la Banque mondiale.

Dans ce qui deviendra à terme un quartier durable à



faible empreinte carbone, "Bwiza Riverside" comprendra également une école maternelle, un magasin général, un centre communautaire et plusieurs jardins. »

A quand une mission au Rwanda ?

15700 euros pour un logement social HQE, c'est une réponse africaine à un problème réunionnais : la crise du logement. Dans notre île, un logement social équivalent à celui présenté par le Rwanda coûte au bas mot 150 000 euros selon le système de production importé de France à La Réunion.

Il serait donc important pour les responsables de la politique du logement d'aller étudier ce qu'il se passe au Rwanda. Nul doute qu'une telle mission sera bien plus profitable pour La Réunion que celles en France où les solutions proposées ne sont pas adaptées à notre pays, qui est une île tropicale au large de Madagascar.

Mais cela suppose un important changement de mentalité dans un pays qui vit encore dans un système économique néocolonial.

M.M.

Oté

Ankor in kou dsi la vi shèr : Bann mantèr la pate lé kourte

Néna inn-dé soir dsa, méssyé Préfé la pass dann télé. Mwin pèrsonèl mi koné kan dé shoz konmsa i ariv soi néna in mové nouvèl pou nou, soi néna in tro bon nouvèl. Si ni rogarde in pé noute ka, mi trouv néna pli souvan mové nouvèl ké tro bon nouvèl.

La pa manké, li la anparl bann bato ataké dann Kanal Suez sansa dann la Mèr Rouz épi la désside kontourn l'Afrik par lo Kap Bone éspéranss ; bien antandi bann rézistan té batizé térorist san k'bann zoinalist i sava rode plki loin. San dir anou banna — bann houti — i gouvèrn dann pliss troi kar zot péi lo Yémen é san dir anou non pli ké banna la déside atak bann soutien d'Israel.

Méssyé lo préfé la kant mèm mète anou an garde dsi lo pri marshandiz lé riskab ranshéri. Solman li la di : « la pa bézoin kriyé avan k'i fé mal ! ». Solman wala, mi fé la romarke bann télé la pa bézoin ésplike anou lo pourkoi du koman é kossa l'arivé pou vréman. Mèm si ni konpran pa sak i ariv, i fé arien, provi ké ni gob zot zidé réakssyonèr.

Astèr si ni rotourn in pé an aryèr, banna la rakonte anou la vi la ranshéri pars la Russie l'atake l'Ukraine mé la pa di anou pou kossa poitan noré été intéressan pou konète sa. In zour in zoinaliss la di amwin li lé pa in mète d'ékol ébin lé bien domaz pars lo mète d'ékol nora fé in n'éfor pou ésplike anou sak i éspass.

Astèr bann zoinaliss ofissyèl i vé ké ni kroi sé par la fote bann téroriss si la vi i anshéri ankor an pliss. Sirman nou va kroi, mèm si dann lo fon dé shoz sa lé pa vré. Biensir noute zoinal va démanti shak foi ké li pé, mé li gingn ar pa kouv la voi bann sharjèr d'lo sof avèk lo tan. Pou sa mèm i di : « Bann mantèr la pate lé kourte ! »

A bon antandèr, salu !

Justin